

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou-Maine
Pôle Risques Chroniques
Rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 SAINT-BARTHELEMY

Laval, le 20 novembre 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/11/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CAREA Façade SA

ZA Bel Air de Combrée
Combrée
49520 Ombree d'Anjou

Références : 2023-560_CAREA FAÇADE SA (EX SAFAMA)_INSP_RAP.odt

Code AIOT : 0006304065

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/11/2023 dans l'établissement CAREA Façade SA implanté ZA Bel Air de Combrée Combrée 49520 Ombree d'Anjou. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CAREA Façade SA
- ZA Bel Air de Combrée Combrée 49520 Ombree d'Anjou
- Code AIOT : 0006304065
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CAREA FAÇADE exploite une usine de fabrication de matériaux reconstitués. L'établissement est spécialisé dans la conception et la fabrication de plaques de parement de façades d'habitation réalisées par mélange de matières minérales (graviers et quartz) et de résines polyester (utilisation de peroxydes organiques comme catalyseur de polymérisation). Ces composites sont constitués majoritairement de minéraux, auxquels sont adjoints des liants

thermodurcissables, recouverts d'un gel-coat assurant une protection de surface.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Situation administrative
- Prévention de la pollution atmosphériques
- Prévention des risques technologiques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ♦ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ♦ les observations éventuelles ;
 - ♦ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Plan de Gestion des Solvants et Schéma de Maitrise des Emissions	Arrêté Ministériel du 14/01/2000, article 6.2 b)2 VI	/	Sans objet
5	Situation administrative - Nomenclature ICPE	Arrêté Préfectoral du 19/06/1974, article 2	/	Sans objet
6	Rétention	Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article 2.7.2	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Points de rejet à l'atmosphère - Constat visite du 04/11/2020	Arrêté Ministériel du 14/01/2000, article 6.1	/	Sans objet
2	Qualité des rejets atmosphériques (Rubrique 2661) - Constats du 04/11/2020	Arrêté Ministériel du 14/01/2000, article 6.2 b) 2 I.	/	Sans objet
3	Qualité des rejets atmosphériques (Rubrique 1978)- Constats du 04/11/2020	Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 9.1 II	/	Sans objet
7	Qualité des rejets atmosphériques - Substances organohalogénées H351	AP de Mise en Demeure du 02/08/2022, article 1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les objets de la visite d'inspection étaient le récolement de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 02 août 2022, le contrôle des modalités de surveillance de la qualité des rejets atmosphériques et l'examen de la situation administrative de l'établissement. Les constats effectués au cours de cette visite d'inspection ont permis de constater le retour à la conformité réglementaire de l'établissement vis-à-vis des dispositions réglementaires rappelées au sein de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 02 août 2022. Par conséquent, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet du Maine-et-Loire de lever l'arrêté préfectoral de mise en demeure précité.

La visite d'inspection a également permis le constat d'écarts pour lesquels l'exploitant devra mettre en oeuvre des mesures correctives.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Points de rejet à l'atmosphère - Constat visite du 04/11/2020

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2000, article 6.1
Thème(s) : Risques chroniques, Air
Prescription contrôlée : Les installations susceptibles de dégager des fumées, gaz, poussières ou odeurs sont munies de dispositifs permettant de collecter et canaliser autant que possible les émissions. Ces dispositifs, après épuration des gaz collectés en tant que de besoin, sont munis d'orifices obturables et accessibles (conformes aux dispositions de la norme NF X44-052) aux fins de prélèvements en vue d'analyse ou de mesure. Le débouché des cheminées est éloigné au maximum des habitations et des bouches d'aspiration d'air frais et ne doit pas comporter d'obstacles à la diffusion des gaz (chapeaux chinois...). Les points de rejets sont en nombre aussi réduit que possible. La dilution des effluents est interdite sauf autorisation du préfet. Elle ne peut être autorisée aux seules fins de respecter les valeurs limites exprimées en concentration. L'exploitant prend les dispositions utiles pour éviter la formation de poussières.
Constats : Par courrier daté du 08/04/2022, l'exploitant a transmis un plan localisant l'ensemble des émissaires présents sur le site ainsi que les caractéristiques des points de rejet. Concernant l'étuve SAT, l'exploitant mentionne la présence de 8 émissaires dont 4 font l'objet d'une surveillance (n°2, 3, 4 et 7). Les émissaires n°1 et n°8 ne disposent pas d'extracteurs selon l'exploitant. Concernant les émissaires n°5 et n°6 de l'étuve SAT, l'exploitant a mentionné au cours de la visite d'inspection que ces émissaires ont été ajoutés au plan de surveillance de la qualité des rejets atmosphériques. Le contrôle de la qualité des rejets atmosphériques par un organisme agréé pour l'année 2023 a été réalisé au cours de la semaine 45. Il est rappelé que les points de rejets doivent être en nombre aussi réduit que possible. L'exploitant doit être en mesure de justifier les paramètres et substances surveillés au droit des émissaires. Les paramètres à surveiller sont déterminés en fonction des substances et mélanges employés au droit des installations raccordées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Qualité des rejets atmosphériques (Rubrique 2661) - Constats du 04/11/2020

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2000, article 6.2 b) 2 I.
Thème(s) : Risques chroniques, Air
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. Cas général :</p> <p>Si le flux horaire total de COV, émis sous forme canalisée ou diffuse, dépasse 2 kg/h, la valeur limite exprimée en carbone total de la concentration globale de l'ensemble des composés est de 110 mg/m³.</p> <p>Cette valeur s'applique à chaque rejet canalisé.</p> <p>Le flux annuel des émissions diffuses ne doit pas dépasser 30 % de la quantité de COV utilisée (solvants utilisés, COV réactifs).</p> <p>Des dérogations à la valeur limite d'émissions diffuses de COV mentionnée ci-dessus peuvent être accordées par le préfet, si l'exploitant démontre le caractère acceptable des risques pour la santé humaine ou l'environnement et qu'il fait appel aux meilleures techniques disponibles à un coût économiquement acceptable.</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans son courrier daté du 08 avril 2022, l'exploitant précise que le site s'est engagé dans une double démarche :</p> <ul style="list-style-type: none"> réduction des niveaux de rejets en travaillant sur l'utilisation de résines à bas taux de Styrène. Un fournisseur alternatif au fournisseur habituel travaille sur ce projet. La validation d'une nouvelle source de résine nécessitera de nombreux mois de validation produit et process. Au cours de la visite d'inspection, l'exploitant a déclaré qu'une nouvelle résine avec une teneur moins concentrée en styrène (passage de 37/38 % à 32/33 %) avait été retenue après des essais concluant au sein du process. consultation d'entreprises permettant d'évaluer une enveloppe de coûts pour la mise en place d'un système de traitement des COV avant rejet. Au cours de la visite d'inspection, l'exploitant déclare qu'il a fait le choix de réduire à la source ses émissions de solvants plutôt que de mettre en œuvre des systèmes de traitement. L'exploitant a fait le choix de mettre en œuvre un Schéma de Maîtrise des Émissions. <p>Dans son courrier daté du 07 juin 2022, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées son Plan de Gestion de Solvants (PGS) de l'année 2021 actualisé par le bureau d'étude SOCOTEC. Le PGS est accompagné d'un Schéma de Maîtrise des Emissions (SME). Dans son courrier, l'exploitant sollicite l'acceptation du SME. L'année de référence considérée est l'année 2013, année du premier PGS réalisé par l'exploitant. L'examen du PGS et du SME est réalisé au sein du point de contrôle n°4 de la présente visite d'inspection.</p> <p>Les valeurs limites d'émissions relatives aux COV définies à l'article 6.2 b) 2 I. ne sont plus applicables aux rejets des installations faisant l'objet d'un schéma de maîtrise des émissions.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Qualité des rejets atmosphériques (Rubrique 1978)- Constats du 04/11/2020

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 9.1 II
Thème(s) : Risques chroniques, Air

Prescription contrôlée :

Composés organiques volatils (COV)

II. Composés organiques volatils à mention de danger

Les substances ou mélanges auxquels sont attribuées, ou sur lesquels doivent être apposées, les mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F en raison de leur teneur en composés organiques volatils classés cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction en vertu du règlement (CE) n° 1272/2008 sont remplacés, dans toute la mesure du possible, par des substances ou des mélanges moins nocifs, et ce dans les meilleurs délais possible.

[...]

Pour les émissions de composés organiques volatils halogénés auxquels est attribuée, ou sur lesquels doit être apposée, la mention de danger H341 ou H351, lorsque le débit massique de la somme des composés justifiant la mention de danger H341 ou H351 est supérieur ou égal à 100 g/h (en masse totale des différents composés), une valeur limite d'émission de 20 mg/Nm³ est respectée. La valeur limite d'émission se rapporte à la masse totale des différents composés.

Constats :

Par courriers datés des 14 février, 08 avril et 07 juin 2022, la Société CAREA FACADE a transmis ses éléments de réponse aux écarts constatés lors de la visite d'inspection du 24 janvier 2022.

Par courrier daté du 07 juin 2022, l'exploitant a transmis le rapport Bureau Veritas N°13414607/1.1.2.R relatif aux mesures de la qualité des rejets atmosphériques en sortie du bac de nettoyage « Dichlorométhane » et de la chaîne BP Générale. La mesure a porté sur le Dichlorométhane, composé organique volatil halogéné auquel est attribuée la mention de danger H351. Les mesures ont été réalisées le 18 février 2022.

Le rapport de contrôle fait état des résultats de mesure suivants :

- Point de rejet n°23 : Teneur mesurée en Dichlorométhane : 353 mg/Nm³;
- Point de rejet n°8 : Teneur mesurée en Dichlorométhane : 48,7 mg/Nm³.

Dans son courrier daté du 07 juin 2022, l'exploitant précise, en réponse au dépassement des teneurs en COV spécifiques dans les rejets atmosphériques, qu'il met en œuvre un plan de substitution du Dichlorométhane.

En application de l'article 9.1 II de l'arrêté ministériel du 13/12/19 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 1978, une valeur limite d'émission de 20 mg/Nm³ doit être respectée lorsque le débit massique de la somme des composés justifiant la mention de danger H341 ou H351 est supérieur ou égal à 100 g/h. Compte tenu des mentions de danger de la substance considérée et des niveaux de dépassements réglementaires observés sur au moins deux émissaires, l'inspection des installations classées a proposé, dans son rapport du 05 juillet 2022, à Monsieur le Préfet de Maine-et-Loire de mettre en demeure la société CAREA FACADE de régulariser sa situation en respectant les dispositions ministérielles de l'article 9.1 II de l'arrêté du 13 décembre 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 1978. L'arrêté préfectoral de mise en demeure a été signé le 02 août 2022.

Les suites données à cette non conformité réglementaire sont examinées au sein du point de contrôle associé au récolement de l'arrêté préfectoral de mise en demeure sus-mentionné.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Plan de Gestion des Solvants et Schéma de Maitrise des Emissions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2000, article 6.2 b)2 VI

Thème(s) : Risques chroniques, Air

Prescription contrôlée :

Les valeurs limites d'émissions relatives aux COV définies aux paragraphes I et II ci-dessus ne sont pas applicables aux rejets des installations faisant l'objet d'un schéma de maîtrise des émissions COV (2), tel que défini ci-après.

Un tel schéma garantit que le flux total d'émissions de COV de l'installation ne dépasse pas le flux qui serait atteint par une application stricte des valeurs limites d'émissions canalisées et diffuses définies dans le présent arrêté.

Le schéma est élaboré à partir d'un niveau d'émission de référence de l'installation correspondant au niveau atteint si aucune mesure de réduction des émissions de COV n'était mise en oeuvre sur l'installation.

Les installations, ou parties d'installations, dans lesquelles sont notamment mises en oeuvre une ou plusieurs des substances visées aux paragraphes IV et V ci-dessus peuvent faire l'objet d'un schéma de maîtrise des émissions. Toutefois, les substances visées aux paragraphes IV et V ci-dessus, qui demeurent utilisées dans l'installation malgré la mise en oeuvre du schéma de maîtrise des émissions, restent soumises au respect des valeurs limites prévues aux paragraphes IV et V ci-dessus.

Constats :

Dans son courrier daté du 08 avril 2022, l'exploitant mentionne qu'il a missionné le bureau d'études et de conseil SOCOTEC pour l'actualisation du Plan de Gestion de Solvants de l'année 2021.

Dans son courrier daté du 07 juin 2022, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées son Plan de Gestion de Solvants (PGS) de l'année 2021 actualisé par le bureau d'étude SOCOTEC. Le PGS est accompagné d'un Schéma de Maîtrise des Émissions (SME). Dans son courrier, l'exploitant sollicite l'acceptation du SME. L'année de référence considérée est l'année 2013, année du premier PGS réalisé par l'exploitant.

L'examen détaillé du Plan de Gestion de Solvant (PGS) met en évidence une réduction de la consommation entre 2013 (64 988 kg) et 2021 (37 651 kg), soit une réduction de 42 %.

L'examen détaillé du Bilan Matière (Emissions de styrène via CFA) met en évidence les éléments suivants :

- Consommation de produits quasi-identiques à 2013 (2013 : 1 076 985 kg et 2021 : 1 001 379 kg)
- Réduction de la consommation de résine BP (2013 : 603 320 kg et 2021 : 213 629 kg)
- Augmentation de la consommation de résine HP (2013 : 129 336 kg et 2021 : 723 470 kg)

Une seule observation est formulée sur le bilan matière : Le tableau de la page 22/29 présentant les émissions de styrène issues des résines et gel-coat lors de leur emploi est erroné. Les émissions de styrène associées aux produits suivants (AROPOL PTM627, Styrène Monomère et Colle FIBRAL) ne sont pas correctes. Les informations renseignées pour ces produits correspondent au facteur d'émission de styrène et non pas à l'émission de styrène.

L'examen détaillé du Schéma de Maîtrise des Émissions (SME) met en évidence une réduction significative des émissions de solvants entre 2013 (124 427 kg) et 2021 (46 157 kg corrigé à 52 390 kg). Une seule observation est formulée sur le SME : Il convient de le compléter en précisant l'ensemble des actions réalisées (et à venir) depuis 2013 qui permettent de respecter le SME (basculement de la production via des moules "ouverts" vers des moules "fermés", réduction de la consommation de solvants,...).

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Situation administrative - Nomenclature ICPE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/06/1974, article 2

Thème(s) : Situation administrative, Nomenclature ICPE

Prescription contrôlée :

Cette usine constitue un établissement Dangereux, Insalubre ou Incommode rangé dans la 2ème classe sous les numéros 254.B.1°.b et 258.C.1°.b de la nomenclature.

Constats :

Par courrier daté du 08 avril 2022, l'exploitant précise qu'il a sollicité l'appui d'un bureau d'études et de conseil pour le positionnement de ces activités au titre de la nomenclature des ICPE, à savoir Synergis Environnement. Le document daté du 18/03/2022 appelle des commentaires de la part de l'inspection des installations classées qui ont fait l'objet d'un échange au cours de la visite d'inspection.

Des éléments complémentaires sont attendus afin de finaliser le projet d'arrêté préfectoral complémentaire actualisant la situation administrative de l'établissement. Il convient que le document daté du 18/03/2022 soit amendé en fonction des observations suivantes :

- Situation administrative des stockages de liquides inflammables (rubrique 4331) :
 - Classement de la résine BMC à vérifier sur la base d'une Fiche de Données de Sécurité actualisée et à redéfinir correctement compte tenu d'une éventuelle mention de danger H226 (classement sous la rubrique 2662 insuffisant)
 - Evaluer la possibilité de réduire la quantité maximale de liquides inflammables présents sur le site à un seuil inférieur à 100 tonnes
 - Ne pas prendre en compte les carburants (fioul et autres) dans le calcul des liquides inflammables relevant de la rubrique 4331
 - Vérifier l'absence de double classement et respecter l'ordre de classement défini dans le guide INERIS de Janvier 2020 (Application de la classification et mélanges dangereux à la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement)
- Situation administrative relative à l'emploi et dépôt de peroxydes organiques (rubrique 4410/4421/4422) :
 - Classement des peroxydes organiques sans double classement – Appliquer le guide technique INERIS de Janvier 2020 – Page 64/74 en ce qui concerne les peroxydes organiques
 - Actualisation des tonnages (suppression du Bétex)
 - Vérification à effectuer concernant la rubrique 4411 – A priori, pas de classement
- Situation administrative relative à l'activité d'application de peintures (solvantée et aqueuse) (2940-2) :
 - Vérification à effectuer concernant la valeur de 400 kg/j déclarée. A priori, cette quantité prend en compte l'activité d'application de Gel-Coat. Si cela est le cas, à corriger et définir la quantité maximale journalière uniquement pour l'activité de peintures
- Situation administrative relative à l'activité d'application de peintures (uniquement solvantée) (1978-8) :
 - Justification à apporter sur la capacité sollicitée (6 t/an)
- Situation administrative relative à l'emploi et au stockage de substances ou mélanges toxiques (4110) :
 - A ce jour, l'établissement n'est pas autorisé à employer des substances ou mélanges toxiques. Il convient de justifier l'emploi de ce mélange par le passé et d'une éventuelle

<p>évolution des mentions de danger associées à ce mélange pour bénéficier des droits acquis</p> <ul style="list-style-type: none"> ◦ Classement du mélange (Phenorate BE101) sans double classement <p>En application de la note d'interprétation du 17/12/2003, le stock de produits finis, et éventuellement semi-finis, est visé par la rubrique 2663-2. Il convient de se positionner également sur cette rubrique.</p> <p>Enfin, il convient de justifier les éléments relatifs à la capacité maximale de production autorisée de 12 000 tonnes/an</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Rétention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article 2.7.2
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« A. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ou récipient ; - 50 % de la capacité globale des réservoirs et récipients associés. <p>« Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres.</p> <p>« B. La rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir.</p> <p>« L'exploitant s'assure dans le temps de la pérennité de ce dispositif. L'étanchéité ne doit notamment pas être compromise par les produits pouvant être recueillis, par un éventuel incendie ou par les éventuelles agressions physiques liées à l'exploitation courante.</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans son courrier daté du 08/04/2022, l'exploitant précise que les liquides inflammables sont stockés pour partie dans un hangar et pour partie sur la plate-forme extérieure. L'ensemble des produits est stocké sur rétention étanche que cela soit sous le hangar (rétentions métalliques) ou sur la plate-forme extérieure (étanchéité par le béton employé). Un tableau recensant l'ensemble des liquides inflammables, les volumes maximaux stockés et les capacités de rétention associées est présenté dans le courrier.</p> <p>Au cours de la visite des installations, le stockage sous bâtiment a été visité. Les bacs de rétention sont visuellement en bon état. En ce qui concerne la rétention extérieure, il a été constaté la présence d'une vanne en point bas de la rétention. Cette évacuation débouche dans un regard connexe à la rétention sans exutoire apparent. L'exploitant déclare que cette vanne permet l'évacuation des eaux de pluie accumulées au sein de la rétention. Les eaux pluviales s'infiltrent ensuite dans le sol. Au cours de la visite des installations, il a été constaté que la vanne était ouverte. Suite à ce constat, la vanne a de suite été fermée. Cette situation n'était pas conforme. Le confinement en cas de déversement accidentel n'était pas garanti. L'exploitant est fortement invité à revoir ses modalités de vidange des eaux pluviales accumulées au sein de la rétention, notamment par l'obturation de l'exutoire et la mise en œuvre d'une procédure de pompage en cas</p>

d'accumulation d'eaux de pluie dans la rétention.

Enfin, le béton associé à la rétention extérieure apparaît visuellement en bon état. Toutefois, aucune garantie sur l'étanchéité du béton ne peut être apportée par l'exploitant. La mise en place d'un revêtement étanche est à envisager.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Qualité des rejets atmosphériques - Substances organohalogénées H351

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 02/08/2022, article 1

Thème(s) : Risques chroniques, Air

Prescription contrôlée :

La société CAREA FACADE, exploitant une usine de fabrication d'ardoises reconstituées sise zone d'activité de Bel Air 49520 OMBREE-D'ANJOU, est mise en demeure de respecter, sous un délai d'un an à compter de la signature du présent arrêté, les dispositions de l'article 9.1 II de l'arrêté du 13 décembre 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 1978 :

- Soit en conformant la qualité des rejets atmosphériques aux dispositions de l'article susmentionné ;
- Soit en stoppant toute consommation de solvants organiques à mention de danger H340, H350, H350i, H360D, H360F ou les liquides organohalogénés à mention de danger H341 ou H351, au sens du règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, modifiant et abrogeant les directives 67/548/CEE et 1999/45/CE et modifiant le règlement (CE) n° 1907/2006. Pour satisfaire à cette demande, l'exploitant est tenu de justifier le bon déroulement de la régularisation de la situation :
- en informant, sous trois mois, les services de l'inspection des installations classées du choix retenu (Réduction à la source ou traitement des rejets) ;
- en précisant, sous six mois, les dispositions envisagées pour atteindre la conformité réglementaire ;
- en mettant en œuvre, sous douze mois, les dispositions retenues pour atteindre la conformité réglementaire.

Constats :

Par courrier daté du 11 octobre 2022, l'exploitant précise qu'il a fait le choix de réduire à la source ses émissions de Dichlorométhane (substance organohalogénée présentant une mention de danger H351). L'exploitant s'est orienté vers la substitution de cette substance entraînant à la date du courrier une réduction de la consommation de cette substance de 40% sur les 9 premiers mois de l'année 2022 par rapport à 2021.

Par courrier daté du 04 janvier 2023, l'exploitant détaille les mesures prises ou envisagées au droit des deux zones d'emploi du Dichlorométhane:

- Chaîne BP Générale (Point de rejet n°8): L'exploitant déclare que le Dichlorométhane a été substitué par le RPDE, produit qui ne présenterait pas de mention de danger. Dans son courrier, l'exploitant précise qu'il demeure néanmoins une utilisation très ponctuelle du Dichlorométhane. L'exploitant déclare que la mise en place de cette solution a permis d'obtenir un taux de rejet en Dichlorométhane de 6,51 mg/Nm³ lors d'une nouvelle campagne de mesure réalisée par Socotec en septembre 2022
- Bac de nettoyage Dichlorométhane (Point de rejet n°23): L'exploitant précise qu'un nettoyage mécanique des règles lisseuses a été testé et que les résultats sont prometteurs. Le principe doit être industrialisé.

Par courriel du 06 juin 2023, l'exploitant précise que l'utilisation ponctuelle mentionnée dans le courrier du 04 janvier 2023 a été arrêtée et que la consommation en Dichlorométhane sur les 5 premiers mois de l'année 2023 n'a été que de 1,6 t (soit une réduction de la consommation de l'ordre de 80% par rapport à 2021).

Par courrier daté du 18 juillet 2023, l'exploitant précise les actions réalisées au droit des deux zones d'emploi du Dichlorométhane:

- Chaîne BP Générale (Point de rejet n°8): L'exploitant déclare que le Dichlorométhane a été totalement substitué par le RPDE depuis le mois d'avril 2023.
- Bac de nettoyage Dichlorométhane (Point de rejet n°23): L'exploitant précise que le nettoyage des règles lisseuses est désormais effectué à l'aide d'acétone complété par une action mécanique à l'aide d'un burin. L'exploitant déclare que depuis mi-juin 2023, le Dichlorométhane n'est plus utilisé au droit de cet équipement.

Au cours de la visite d'inspection, l'exploitant a déclaré à l'inspection que le Dichlorométhane (DCM) n'était plus utilisé sur le site depuis juin 2023. Un extrait de l'outil permettant la gestion des produits sortis du stockage du site atteste de l'absence d'emploi de cette substance depuis le 16 juin 2023. L'exploitant déclare qu'il reste 6 fûts de DCM au droit du site dont 4 non entamés. L'exploitant devra faire reprendre les fûts non entamés et éliminer les fûts déjà entamés via une filière dûment autorisée. Lors de la visite des installations, il a été constaté que le DCM n'était plus employé au sein de l'établissement.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

